# 1 Français sur 4 a le sentiment de ne pas faire pleinement partie de la société : le CESE tire la sonnette d'alarme pour sortir de la crise démocratique

Rapport Annuel sur l'Etat de la France en 2024

PUBLIÉ LE 23/10/2024

Le Conseil économique, social et environnemental (CESE) a adopté ce jour en séance plénière le Rapport annuel sur l'état de la France (RAEF) en 2024, avec 135 voix pour. En s'appuyant notamment sur un sondage exclusif réalisé par l'institut Ipsos, le RAEF, rapporté par Claire Thoury (Groupe des Associations) dresse un diagnostic des préoccupations des Français et Françaises et met en lumière l'incroyable vitalité citoyenne qui les anime. Ce rapport éclaire également sur les difficultés financières qui perdurent malgré le ralentissement de l'inflation, les inégalités qui se creusent et alimentent un sentiment de mise à l'écart de la société ainsi qu'une défiance vis-à-vis des femmes et des hommes politiques. Face à cet état des lieux, le CESE appelle à se rapprocher des territoires et avancer dans la co-construction des réponses aux problèmes du quotidien vécus par les citoyens et les citoyennes avec l'objectif de renforcer leur pouvoir d'agir.

Pour Thierry Beaudet, président du CESE « Ce rapport est un nouveau signal criant qu'il est urgent de revoir notre culture, nos méthodes, nos pratiques démocratiques, les citoyens attendent d'être acteurs des sujest qui les concernent ».

Pour Claire Thoury, rapporteure du RAEF « Dans un contexte d'inégalités fortes, il faut des politiques publiques ciblées, au plus près des réalités individuelles. Il faut engager et gagner la bataille de la proximité ».

En croisant le ressenti des Français avec des analyses thématiques et des indicateurs statistiques nouveaux, le RAEF pose un diagnostic sur l'état de la France, des Français et des Françaises, et dessine des pistes d'actions.

Aujourd'hui, dans une actualité politique tendue post-dissolution de l'Assemblée nationale et un contexte de forte inquiétude budgétaire, le RAEF alerte sur trois phénomènes: des inégalités qui se creusent et alimentent un sentiment de mise à l'écart, un optimisme en trompe-l'œil face à des préoccupations financières toujours importantes, et une remise en question de l'efficacité de la démocratie.

De ces différents constats, le CESE tire trois axes d'actions :
- Appréhender les inégalités au plus près des réalités individuelles
- Approfondir l'association des citoyennes et des citoyens aux processus de décisions, en passant de la consultation à la co-construction ;
- Renforcer le pouvoir d'agir des citoyens et citoyennes, comme un investissement pour l'avenir.

## Une nécessité : mieux appréhender les inégalités face à un optimisme en trompe l'oeil

Dans l’ensemble, l’optimisme vis-à-vis de l’avenir progresse (63% des Français sont confiants pour leur avenir). Cependant, le rapport pointe du doigt des inégalités toujours prégnantes dans le ressenti des Françaises et des Français, dans tous les compartiments de la vie et selon des formes différentes. Ainsi, la moitié des Françaises et des Français dénonce un accès trop limité aux soins et à la santé sur leur lieu de vie, et 58% pointent des difficultés d’accès au logement.
Malgré le ralentissement de l’inflation, les difficultés financières perdurent : 45% des Françaises et des Français sont dans une situation financière inconfortable, soit trois points de plus que l’an dernier. Près d’un citoyen sur deux rapporte avoir tout juste assez d’argent pour répondre à ses besoins essentiels, voire pas assez, une proportion en légère hausse par rapport à l’an dernier quand l’inflation était beaucoup plus forte.
Cette perception des difficultés financières a également des conséquences sur la vision de l’avenir. Ainsi, la moitié des personnes avec un pouvoir d’achat contraint estime subir davantage d’inégalités que la moyenne (51% contre 25% des Français dans leur ensemble), ce qui explique en partie leur faible confiance dans l’avenir (73% de ceux qui estiment subir plus d’inégalités que la moyenne sont pessimistes vis-à-vis de l’avenir de la France, contre 63% des Français dans leur ensemble).
Face à ces fractures, le CESE appelle à une nécessaire « bataille de la proximité », en appréhendant les inégalités aux plus près des réalités individuelles pour améliorer la construction de réponses pertinentes et ce faisant, la cohésion cohésion sociale et la démocratie. Le CESE encourage également un travail plus fin avec les corps intermédiaires, en les associant à la construction des réponses mises en place face à leurs différentes préoccupations.

## Contre le sentiment d’exclusion, associer davantage les citoyens à la décision publique

Ces difficultés alimentent un fort sentiment d’exclusion : 24% des Français et des Françaises n’ont pas le sentiment de faire véritablement partie de la société. En lien avec une perception aigue des inégalités, 23% des Français considèrent que la démocratie n’est pas le meilleur système politique existant et plus des trois quarts des Français considèrent que « tous les hommes et femmes politique sont déconnectés des réalités des citoyens » (76%).

Ainsi, la nécessité d’associer plus fortement les citoyens et les citoyennes aux décisions et aux débats s’impose pour reconstruire la confiance et renforcer la cohésion : 23% des personnes interrogées citent spontanément « une meilleure écoute des citoyens et de leurs préoccupations » parmi les moyens à mettre en œuvre pour améliorer le fonctionnement de la démocratie.

Le CESE estime en effet nécessaire d’impliquer davantage les citoyens dans les processus décisionnels sur des sujets « dit techniques » qui ont de fait une dimension politique importante et des conséquences concrètes sur leur vie quotidienne. S’il existe aujourd’hui des dispositifs consultatifs impliquant les citoyens, le CESE appelle à dépasser ce stade et généraliser les processus de co-construction.
Alors que situation financière du pays est également un facteur de préoccupation pour plus d’un Français sur quatre (+5 points par rapport à 2023) sur fond de débat budgétaire autour notamment de notre dette publique, le CESE appelle à dépasser la stricte question de l’endettement pour s’interroger sur ce que ces ressources doivent prioritairement financer, en privilégiant une vision de long-terme qui doit l’emporter sur la gestion des urgences.

## Le besoin de renforcer le pouvoir d’agir des Français et des Françaises pour investir dans l’avenir

Face à ce sentiment d’exclusion, le sentiment d’utilité et de reconnaissance reste fort, particulièrement auprès de leur proche (90%) et dans leur travail (90% pour ceux qui ont un emploi).
Pour se sentir plus utiles, les Français privilégient l’engagement associatif aux actions politiques et syndicales. Ainsi, un peu plus d’un Français sur 3 déclare être engagé auprès d’une association (35% au global), alors que l’engagement auprès des syndicats et organisations professionnelles est plus limité (12%), de même que l’engagement pour des partis politiques (7%). Des différentes formes d’engagement, les manifestations ou rassemblements recueillent 49% de réponses favorables.
Les citoyens interrogés expriment clairement leur désir de participer au bon fonctionnement de la société. Le renforcement de la légitimité du citoyen dans la construction des décisions, au niveau territorial comme national, alimente le cercle vertueux par lequel le citoyen se sent investi d’un pouvoir d’agir.

Au-delà de leur engagement associatif et des modalités de participation à la décision publique, l’importance du travail et du sens qu’on lui donne est également un axe important du pouvoir d’agir des Français et des Françaises, en renforcant un dialogue qui porterait, au-delà des questions salariales, sur les questions de santé au travail, de transition écologique et de responsabilité sociale.
Au sein de la famille, au travail, dans la cité, le pouvoir d’agir rendu aux citoyens et aux citoyennes peut-être un puissant vecteur de renforcement de la démocratie.

**Contact presse :**
Ema Hazan
06 64 56 11 74
ema.hazan@plead.fr

Télécharger

© - copyright CESE - Novembre 2026